

La capacité des centres fermés sera élargie

■ Theo Francken (N-VA) a présenté vendredi son plan contre la transmigration.

On avait rarement autant entendu parler de migration de transit. Le sujet, généralement abordé de façon sporadique depuis le démantèlement de la jungle de Calais, a littéralement inondé l'actualité cette semaine. Le bal a été ouvert par Jan Jambon, ministre de l'Intérieur, et Theo Francken, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, tous deux N-VA, qui ont annoncé l'ouverture d'un centre national pour les migrants de transit par lequel passeraient tous ceux arrêtés sur le territoire en tentant de se rendre en Angleterre.

Ramdram autour de la transmigration

48 heures plus tard, le bourgmestre de la Ville de Bruxelles (PS) s'inquiétait de voir ces migrants reconduits au parc Maximilien. Choc parmi les associations, les autorités locales et les syndicats policiers. *"Le ministre de l'Intérieur Jan Jambon lui-même prévient qu'il y a des trafiquants d'êtres humains là-bas"*, fait ainsi remarquer Mario Thys du syndicat de la police SNPS (Syndicat national du personnel de police et de sécurité), accusant le pouvoir politique de *"créer délibéré-*

ment une version belge de Calais". Ce syndicat portera, quelques jours plus tard, plainte contre le centre national pour trans migrants, où les cellules sont jugées non conformes.

Le même week-end, Frank Wilrycx (Open VLD), bourgmestre de Merkpplas, commune où se situe un centre fermé, annonce dans la presse flamande que 60 sans-papiers ont été libérés du centre fermé pour illégaux. Ce chiffre bondira finalement à plus de 200 personnes en séjour illégal. 202, très exactement, dont 32 étaient connues pour divers faits de troubles à l'ordre public, ont un casier

judiciaire, purgé une peine et été libérées avant d'atterrir en centre fermé. Sur le plateau de la VRT, Francken se retranche derrière cet argument: *"Je n'ai libéré aucun criminel. Ces personnes avaient été libérées par la justice"*.

La semaine sera rythmée par moult critiques, émanant de l'opposition et des partenaires de la majorité. Qu'importe, en fin de semaine, Bart De Wever vole au secours de son champion, qui est prié par le Premier ministre de ramener des solutions concrètes sur la table du conseil des ministres. Dans le

même temps, Jan Jambon surprend en concédant que la question de la transmigration ne se résout pas *"en 15 jours"*.

300 places en centre fermé

Cet aveu ne l'a toutefois pas empêché de présenter, vendredi, un plan d'action en coordination avec Theo Francken, préparé en quelques jours.

Au menu : augmentation des places en centre fermé (de 90 à 300) pour les migrants de transit ; renforcement des contrôles ; confiscation des GSM des migrants arrêtés pour lire leurs données (un point encore à clarifier). Si le renforcement de la capacité des centres fermés a obtenu le soutien de la majorité, l'enthousiasme est toutefois mitigé. *"Même si 1 000 places en plus ne résoudront pas le problème"*, résumait le chef de groupe Open VLD, Patrick Dewael, la veille du conseil des ministres.

"Appel d'air", "politique ferme mais humaine", "respect de l'État de droit"... La ligne officielle ne change guère. Elle n'aborde pas le cœur du problème : la plupart des migrants de transit ne peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine. Ce qui rend chère (192 euros par jour) et inefficace la détention en centre fermé. Quant à ceux qui sont rapatriés vers les premiers pays d'entrée européens, ils ont vite fait de revenir en Belgique, libre circulation des personnes à l'intérieur de Schengen oblige.

Sarah Freres